

ARCEP : A0800387



28/01/2008

| | DEST | COPIE |
|-----|------|-------|
| PR | | |
| CL | | |
| DG | | |
| DGA | | X |
| SAR | | |
| SJ | | |
| SI | | |
| SOR | | |
| SEM | | |
| SEP | | |
| COM | | |
| S+D | | |
| SRP | X | |

Tours, le 24 janvier 2008

Autorité de Régulation des Communications
Electroniques et des Postes

7 Square Max Hymans

75730 PARIS cedex 15

OBJET : Accès aux boîtes à lettres installées dans des immeubles équipés d'un système de contrôle d'accès.

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de la consultation publique organisée par l'ARCEP au sujet de l'implantation croissante des accès VIGIK sur les six départements sur lesquels nos sociétés filiales opèrent, nous souhaitons porter à votre connaissance les faits suivants :

Nos sociétés Presse Portage et Matin Service ont pour activité principale le portage de presse à destination d'abonnés. Ces deux sociétés sont les filiales de La Nouvelle République, quotidien régional du Centre de la France et de SDPI-Centre Presse, quotidien départemental de la Vienne.

L'implantation en croissance continue et sans information préalable des accès VIGIK n'est pas sans conséquences sur notre activité puisqu'elle nous interdit l'accès aux immeubles de nombreux abonnés sur les six départements que nous desservons. A chaque nouvelle implantation VIGIK, nous essayons d'obtenir des accès auprès des bailleurs concernés mais, cette démarche, outre sa lourdeur administrative et son coût, est soumise au bon vouloir de chaque bailleur concerné.

Pourtant, au même titre que le prestataire du service universel postal et conformément à l'article L. 5-10 du code des postes et des communications électroniques, nous devrions avoir un égal accès aux boîtes à lettres particulières en tant que société de portage de presse. Nous perdons ainsi des clients qui souhaitent avoir leur journal livré tôt le matin chaque jour alors que le service universel postal assure une livraison plus tardive.

La situation économique de la presse, déjà très préoccupante, ne nous permet pas de perdre des clients et de contribuer ainsi au financement par la même d'une activité concurrente de portage de journaux de la Poste à travers sa filiale spécialisée dans le portage à domicile Neopress.

Pour cela, nous demandons un accès égal aux boîtes aux lettres pour toutes les entreprises de portage de presse d'information comme cela est prévu par la loi.

Restant à votre disposition pour toute information supplémentaire, je vous prie de croire, Madame, Monsieur, en l'assurance de mes salutations distinguées.

Nicolas CORNEAU

